

# LA COURTE ECELLE



**Solidaires**  
Finances  
Publiques

SYNDICAT NATIONAL

LE JOURNAL DE LA SECTION DU CALVADOS  
LE SEUL JOURNAL QUE VOUS DEVEZ LIRE AU BUREAU



2030 : ACCUEIL DES AGENTS MUTÉS DANS LE CALVADOS

**LE 10 SEPTEMBRE  
PENSEZ À VOTRE RETRAITE**

**SOMMAIRE DU N° 87** : EDITO, Explosion de la charge de travail, Les élus mécontents, Bulletin d'information, Chéri j'ai rétréci la DGFIP, etc.

## EDITO

Montée en puissance des niveaux régionaux et inter-régionaux, fusion de services, déconcentration de certaines compétences, réduction du réseau, dématérialisation généralisée... tels sont les enjeux de la période qui s'ouvre par la mise en place de la démarche stratégique malgré les discours et « chats » de notre Directeur Général Bruno Bézard, dont la qualité de la démarche marketing pour nous vendre le produit est digne des meilleurs VRP.

C'est la grande braderie de la DGFIP qui est annoncée, le tout sur fond de réduction des effectifs, du plan de qualifications et de gel des rémunération.

Les agents des finances publiques ont montré à de nombreuses reprises leur capacité de résistance et de mobilisation. Si l'action collective n'a pas toujours été couronnée de victoires éclatantes, les dernières années sont pourtant jalonnées de luttes victorieuses :

**8 comme le 8ème échelon de la catégorie C entré en vigueur au 7 juillet 2013**

**749 : c'est le nombre de recrutements supplémentaires obtenus en 2013**

Oui nous croyons en un monde meilleur, et comme l'écrivait Victor Hugo « Les Utopies d'aujourd'hui sont les réalités de demain »

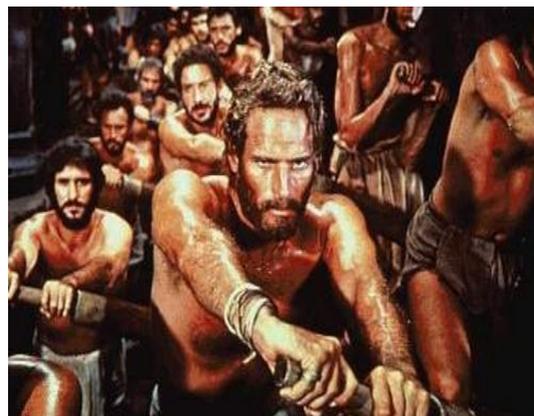
**Bonne rentrée à tous**



# Explosion de la charge de travail, baisse drastique des moyens humains et financiers :

## Quel avenir pour la Direction générale des finances publiques ?

Les premières annonces relatives au budget 2014 ont été rendues publiques: le gouvernement s'apprête à supprimer 2 564 emplois au sein du Ministère de l'économie et des finances dont probablement une majorité au sein de la Direction générale des finances publiques (DGFIP).



Suppressions de postes dans les Galères :

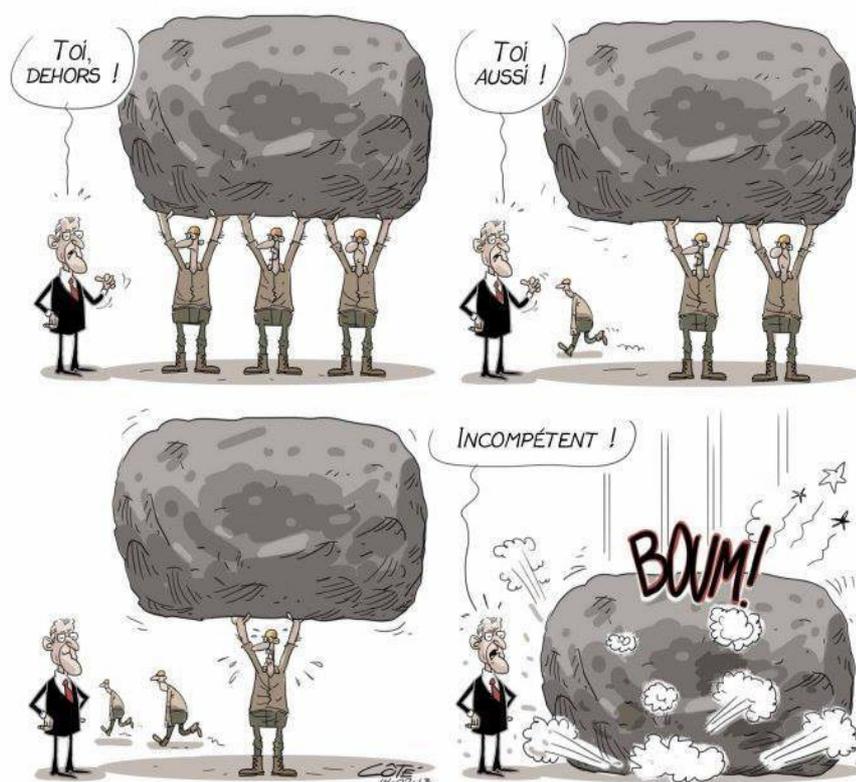
La réduction du budget des administrations de Bercy est également programmée. L'affaiblissement de la capacité d'action de la DGFIP se poursuit donc, alors que la charge de travail a littéralement explosé depuis 10 ans : le nombre de contribuables renseignés durant la campagne de déclaration des revenus a ainsi augmenté de 87,5% entre 2002 et 2012, le nombre d'appels téléphoniques a augmenté de 133% dans la même période. Ont également augmenté le nombre de dossiers, le nombre de réclamations, la dépense publique... Dans le même temps, plus de 26 000 emplois auront en revanche été supprimés auxquels il faut ajouter 2 062 suppressions d'emplois en 2013. Au sein de la DGFIP, la situation est désormais intenable.

« M'en fous, je prend ma carte à Solidaires »

En outre, en 2012 et en 2013, le budget de la DGFIP a été sensiblement baissé, avec des conséquences concrètes en total décalage avec les besoins : ainsi, alors que la lutte contre la fraude fiscale (60 à 80 milliards d'euros par an) est affichée comme un objectif prioritaire du gouvernement ; au quotidien, il est demandé à de nombreux vérificateurs (ainsi qu'aux géomètres...) de limiter leurs déplacements pour réduire les remboursements de frais de fonctionnement. Ces remboursements sont par ailleurs insuffisants : dans les faits, des agents paient pour travailler ! La DGFIP n'a plus les moyens d'assurer ses missions correctement. Certaines ne sont du reste de facto plus assurées.

Il faut donc repenser l'orientation de la DGFIP, ce qui passe notamment par : l'arrêt des suppressions d'emplois, une revalorisation des frais de fonctionnement, un plan d'amélioration des conditions de travail, un changement dans le mode de management, un maillage territorial fin et adapté aux besoins, une reconnaissance de la qualification réelle des agents.

Lors du comité technique de réseau (une instance nationale où siègent les syndicats et la direction générale) du 9 juillet consacré à la « démarche stratégique » de la direction générale, le syndicat Solidaires Finances Publiques est intervenu en ce sens et a proposé un plan d'amélioration des conditions de vie au travail, également synonyme de plan d'amélioration de la qualité et de l'efficacité des missions de la DGFIP.



Sans un tel plan, il sera difficile de prétendre vouloir assurer efficacement le service public fiscal financier et foncier, c'est-à-dire : renseigner le public, lutter contre la fraude, gérer correctement les données fiscales et cadastrales, contrôler la dépense publique, assurer le conseil aux collectivités locales, gérer le patrimoine immobilier de l'État, traiter les réclamations, etc.

## Les élus mécontents de la Trésorerie générale

(Ouest France 15 juin 2013)

Depuis la fermeture de la perception à Bretteville-sur-Laize, le 1<sup>er</sup> janvier dernier, ses services ont été transférés à la Trésorerie principale Caen banlieue Est, à Mondeville.

Ce changement a entraîné des dysfonctionnements qui mécontentent les élus de la CDC. « **Les procédures prennent beaucoup plus de temps**, a regretté Bruno Moutinho, le président. **Cela entraîne souvent des retards dans les paiements et on nous inflige des demandes d'intérêt moratoire.** Du fait de ce mauvais fonctionnement, il y a également un retard de paiement pour les entreprises. » Ce constat est partagé unanimement. Bruno Moutinho et Jacky Lehueur, conseil général, vont adresser un courrier commun au Trésorier-payeur général afin que cette situation cesse.

*Heureusement que la direction l'avait vendue comme une avancée pour les usagers !!!*



### Calendrier des CAPL

Révision Entretien Professionnel B	FGP et FF	Jeudi 12 septembre 2013 matin
Révision Entretien Professionnel C	FGP et FF	Vendredi 13 septembre matin
Révision Entretien Professionnel A	FGP et FF	Mardi 17 septembre 2013 matin
Liste d'Aptitude de C en B	FGP et FF	Jeudi 7 novembre 2013 matin
Liste d'Aptitude de B en A	FGP et FF	Jeudi 14 novembre 2013 matin

### Nouvelle grille de carrière C : Inacceptable, copie à revoir

Oui, la nouvelle grille de carrière proposée dans le cadre des « mesures d'urgences » applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2014 pouvait paraître alléchante, certains échelons enregistrant un gain allant de 13 à 34 points d'indices supplémentaires. Malheureusement, il n'en aurait pas été de même pour tous les agents, puisque pour trois échelons le gain enregistré était de « zéro », pour d'autres 1 point seulement.

Mais le plus inadmissible dans cette nouvelle construction résidait bien dans les modalités de reclassement qui faisaient perdre à certains agents trois échelons ... ou quatre, comme par exemple, pour les agents du 7<sup>ème</sup> échelon de l'échelle 4 qui avec une ancienneté de 15 ans de service allaient se retrouver « rétrogradés » au 3<sup>ème</sup> échelon avec un gain indiciaire de 2 points et une ancienneté reprise de 5 ans !

Que dire encore, par exemple, pour un agent se situant au 6<sup>ème</sup> échelon de l'échelle 3 de rémunération qui allait se retrouver reclassé, après 14 années de services, au 3<sup>ème</sup> échelon avec une ancienneté de 5 ans et 8 mois et un gain indiciaire de 6 points.

**Intolérable ! Inadmissible ! C'est ce que Solidaire Fonction Publique a déclaré depuis le début !  
Les agents de catégorie C ne veulent plus revivre ce qu'ils ont vécu lors de la transposition  
du décret « Jacob » en 2006**

### Quand On cherche, on trouve

Réforme des retraites : le gouvernement cherche 20 milliards d'Euros.

Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi : le gouvernement a trouvé 20 milliards d'Euros. Ah ben chouette alors.



Ben moi , j'ai trouvé un poil dans mes nouilles

**RETRAITES ENCORE :** Si les réformes qui se succèdent depuis des années ne nous parlent que d'allongement ou de hausses de cotisations, rien n'est dit sur les difficultés des travailleurs à garder un emploi en fin de carrière. Que cela soit du aux licenciements qui frappent les plus de 50 ans ou aux difficultés physiques pour continuer à exercer une profession. Rien sur des possibles sorties progressives de la vie active, sur des temps de travail adaptés ou choisis. Seulement des réformes sanctions. Travailler plus longtemps, c'est bien gentil, mais dans quel état ? Et s'il on veut bien de vous. De fait, ces réformes fabriquent des travailleurs usés et des chômeurs. On transfère provisoirement le déficit des retraites sur les régimes maladie d'indemnisation du chômage.



VU à la Télé :Le pouvoir d'achat des fonctionnaires a baissé en 2011, selon les calculs de l'Insee publiés jeudi 8 août. Et avec le gel du point d'indice reconduit en 2014, ça ne va pas s'arranger. S'ils le disent, c'est que ça doit être vrai.

**BULLETIN OFFICIEL D'INFORMATION**

Je pose une question. Les chaînes d'info, les journaux ou la radio, c'est bien sensé nous informer, nan ? Juste pour demander, c'est tout. J'admets que des directs avec des envoyés spéciaux plantés des heures devant une maternité britannique, c'est de l'info. Sur le coup, le sexe, le poids et la taille du lardon m'auraient suffi. C'est vrai, comme beaucoup, je regarde, je m'intéresse, c'est mon côté midinette. Allez, je fais mon coming out, je lis Closer chez ma coiffeuse. Voilà, c'est dit.

Le prénom, ben ils ne l'avaient pas encore choisi. Au bout de 9 mois quand même. Quand on dit que gouverner c'est prévoir, on est soulagé pour nos voisins d'outre-channel de savoir que la monarchie n'a plus chez eux qu'une fonction décorative. Mais c'est vrai, ces deux là décorent bien.

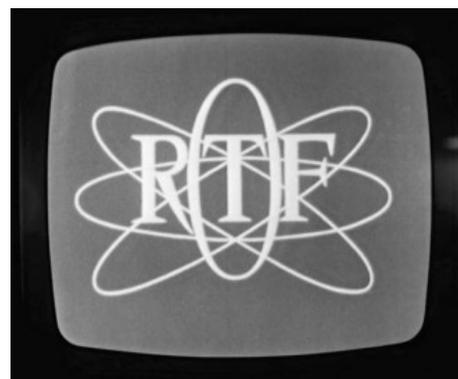
En dehors de cet heureux événement, ces chaînes qui, si vous les regardez à longueur de temps finissent par vous rendre accrocs aux anxiolytiques, traitent d'une multitudes de sujets : la crise économique, les déficits, les accidents de trains, de voitures, de patinettes, les drames familiaux ou les pandémies de gastro-entérite. Que des trucs flippants qui, mis en boucle toute la journée vous font redouter de sortir de chez vous pour acheter une baguette de pain, paskeu la baguette, elle peut être faite avec de la farine avec plein d'OGM dedans et que sur le chemin vous pouvez rencontrer des manifestants échappés de la place Tahrir ou des terroristes irakiens venus faire leurs courses au Franprix du coin pour profiter des promos sur les cocottes minutes.

Même des infos qui pourraient être sympas, ils arrivent à les rendre toutes pourrites. Cet été, on a eu un bel été quand même. Je ne parle pas des orages, là c'est vrai ça fait peur. Nan, cet été on eu de belles journées, de la chaleur, des filles en maillots, les pique nique en famille avec mamie en plein cagnard. Hé ben les gars des chaînes d'info, ils vous disent de faire attention aux coups de soleil parce qu'on peut choper le cancer et qu'il faut bien s'hydrater, avec de l'eau en plus, alors qu'on a eu dix mois de flotte, les cons.

Bon, ils nous informent, admettons.

Mais y a des infos qu'on a jamais. Vous connaissez l'Islande ? De nom, comme moi ça vous dit quelque chose. Y a des volcans, ouais. Des volcans avec des noms imprononçables que les journalistes des chaînes d'infos n'arrivent jamais à prononcer correctement d'ailleurs, je vous le fait remarquer en passant. Hein ? Bref, passons. L'Islande, donc. Ses spécialités culinaires, son climat, ses aurores boréales, ses geysers, Björk, ses trolls et sa crise économique. En 2008, après 10 ans de folie et d'endettement, dupée par les banques et des financiers véreux, l'Islande ultra libérale est au bord du gouffre, attention...une vraie crise. L'Islande est au bord de la faillite.

La suite ? Pour prévenir l'effondrement du système bancaire islandais, les trois principales banques du pays sont nationalisées. Oui, Madame et c'est pas des communistes, les Islandais, croyez-moi. Sous la pression de la rue et des manifestants qui tapent sur des casseroles (c'est la version nordique de Philippe Laval), le gouvernement de centre droit démissionne laissant la place à une coalition de gauche. Après consultation populaire (et pas polaire, bien qu'on soit tout à côté), les Islandais se prononcent pour un non remboursement de la dette.



**l'info qu'il vous faut**

Une nouvelle constitution rédigée par des gens de la société civile avec des contributions et des propositions d'articles venant du net est adoptée. Ce texte reprend les préoccupations des Islandais, que ce soit au niveau de la liberté d'informer, la manière de nommer dans la fonction publique, le rôle des institutions et la manière qu'a le peuple d'interagir avec elles, mais aussi la protection des ressources nationales. Une démocratie directe inédite voyait le jour. Enfin, on pensait que...

Aujourd'hui, le soufflet semble un peu retombé et les élites politiques, ceux là même qui avaient plongé le pays vers l'abîme ont peu à peu repris le pouvoir. Finalement, la constitution a peu de chance d'être adoptée et tout risque de rentrer sans le désordre.

La parenthèse islandaise est -elle en train de se refermer ? Pas sûr, mais... Wah, elle est triste ton histoire !

Bon, elle est triste, mais elle montre quand même que d'autres chemins sont possibles. Si cette expérience Islandaise risque de tourner court, c'est parce que la mobilisation a faibli. Il reste que même si ce pays ne compte que 320000 habitants, lorsque les gens veulent se faire entendre, lorsqu'ils veulent reprendre leur destin en main, ils peuvent reprendre leur destin en main. Oui, je sais ça fait deux fois que je dis « reprendre leur destin en main » (ah ben là, ça fait trois)

Un autre exemple. On descend un peu. L'Irlande, ses pubs, ses jolies filles rousses, sa dette. Ach la dette ! Grosse malheur (comme disait Gustav) Ben, les Irlandais en lousdé, ils ont dit à Bruxelles : « Vous voulez qu'on rembourse notre dette ? Pas de problème, on vous rembourse avec du pognon qu'on n'a pas. » Bruxelles (ma belle...) a dit « Pouce ». Hé, ils sont fous ces Irlandais, ils vont nous propager l'épidémie. Vous voulez du temps, pas de problème. Prenez tous le temps que vous voulez. » En fait, l'Irlande a quasiment annulé sa dette en menaçant de liquider sa banque principale puis en agitant le chiffon rouge d'un référendum sur le traité Européen aux résultats plus qu'incertains. Du chantage à la BCE, les salops...mais ça a marché. Ah les salops !!



L'équipe de négociateurs irlandais

envoyés à la BCE

Cet article part un peu dans tous les sens, pensez-vous . C'est quoi, l'idée ? On comprend mieux avec la naissance du royal bambin. L'idée, c'est que les financiers, ils flippent quand on leur met la pression. Quand on les pousse un peu, ils rentrent gentiment au bercail. Parce que sans nous ils sont morts. La dette, c'est leur gagne pain. Seulement, j'ai la désagréable impression qu'on n'a pas vraiment envie de les faire rentrer dans le rang, ces petits filous.

Les lois pour réguler la finance qu'on nous promettait paraissent bien fades et la lutte contre la fraude fiscale est au point mort. Le lobbying fait son ouvrage. Cette dette qu'on traîne comme un boulet et qui empêche toute action politique, cette dette qui paralyse les démocraties, il va bien falloir s'en occuper sérieusement. On peut toujours essayer de la rembourser, mais avec les mesures qu'on nous propose, on risque de mourir guéri. Il doit bien y avoir d'autres solutions. L'annulation de la dette (partielle ou totale) devient une option pour les petits pays. Cela doit être également une option pour des pays comme le notre sans pour autant ruiner les épargnants. En tout cas, si certains en parlent, ce n'est pas sur les chaînes d'info.



## **CHERI, J'AI RETRECI LA DGFIP**

M BEZARD vous voyez qui c'est ? Mais oui, c'est notre nouveau patron. Comme ça, sur les photos, il a l'air souriant, vous ne trouvez pas ? Pas crispé pour un sou. Ça vient peut être de son passage en Chine. Un petit côté vendeur en photocopieuse ou alors du genre à vendre des peignes à des chauves. Il présente bien et faut admettre qu'il met le paquet côté emballage (elle est pas bonne celle là?, paquet, emballage) Avec la démarche stratégique, nous voilà plongé dans la démocratie participative. Un peu plus, il nous la joue style « Je vous aaaai compris » avec des trémolos dans la voix. Ça commence en début d'année avec une vidéo. Trop drôle le côté décalé. Un décor tout droit sorti d'un plateau TV de l' URSS des années 70. Le public hilare est conquis. Qu'est ce que c'est bien joué. Ensuite, on discute, on fait des chats (prononcez tchats svp sinon ça ne veut rien dire). On se donne des petits noms pour faire sympa, des lulu d'amour... au bout d'un moment on se rend compte que ça fait un peu trop, un peu con même, alors on arrête les surnoms. Parfois les questions sont un peu trop... comment dire...Enfin, en voici une totalement prise au hasard :

« Les réflexions interministérielles sur l'organisation territoriale de l'Etat auront-elles une incidence sur la mise en œuvre de la démarche stratégique ? »

C'est le genre de question qu'on se pose, hein sans déconner.

N'oublions pas les simplifications du mois : ça aussi ça donne un petit côté participatif. « Vous voyez la démarche stratégique, c'est l'affaire de tous ». Le petit malin. En réalité, au risque de briser quelques illusions, tous ces mails, tous ces gens qui font ces suggestions, à mon avis, ils ont leur bureau pas très loin du grand vizir. De la com, pour sûr.

Sur la démarche stratégique au delà de la forme, ça fusionne de plus en plus belle, ça dématérialise again and again. Du gain de productivité bien sûr. De la suppression de postes, 2500 prévus pour 2014, de l'efficacité comme ils appellent ça, du plus avec toujours moins si vous préférez, une sale impression de déjà vu.

La RGPP est morte vive la MAP. Et comme on est toujours les premiers de la classe pour les conneries à expérimenter, la démarche stratégique va faire rentrer la DGFIP de plein fouet dans la concept de rationalisation de l'action publique.

*Pitié, pourquoi toujours nous ?*

## REFORME DES RETRAITES : STOP AUX IDÉES REÇUES



Le rapport Moreau rendu le 14 juin 2013 au gouvernement préconise entre autres le rapprochement du calcul des retraites du public avec celle du privé en proposant le nouveau calcul pour les fonctionnaires sur les 10 meilleures années avec intégration d'une petite partie des primes au lieu du calcul sur les 6 derniers mois. Ce que le rapport Moreau occulte, c'est que le système actuel de calcul de nos retraites entraîne un taux de remplacement quasi-identique pour le public et le privé (source : Conseil d'Orientation des retraites janvier 2013) de 75 %.

On entend également que le niveau des pensions de retraites moyen des fonctionnaires est supérieur à celui des retraités du privé, ce qui « prouverait » évidemment que les fonctionnaires sont des privilégiés. C'est oublier là aussi que la proportion de cadres est largement supérieure (de plus du double) dans la fonction publique d'Etat au regard du secteur privé, ce qui se traduit mécaniquement par des revenus plus élevés en moyenne et donc, en conséquence, par des pensions de retraites plus élevés en moyenne (et ce même si, s'agissant des revenus, les salaires du publics ne sont pas plus élevés à qualification comparable que ceux du privé ...).

En matière de « retraites », il y a surtout urgence à améliorer la situation et les droits de tous, privé et public. D'ores et déjà, le gouvernement a annoncé un allongement de la durée de cotisation (à 44 ans ?) et prépare des mesures en s'appuyant sur les préconisations du rapport Moreau

L'argument du gouvernement est celui qui a été employé à chaque contre réforme : on vit plus vieux, on doit donc travailler plus longtemps ! C'est oublier le chômage, la précarité, le recul de l'espérance de vie en bonne santé... et surtout le fait que la productivité et les profits ne cessent d'augmenter.

***Le 10 septembre 2013 mobilisons-nous pour dire STOP !***

CORRESPONDANTS LOCAUX

**BAYEUX**

**Jean René MELLION, Philippe LAROCHE,  
Emmanuel TAUGERON, Chantal  
LEPOULTIER**

**CAEN GAMBETTA**

**Nadine GAUTIER**

**CAEN Délivrande**

**Chantal DETRAUX, Véronique CUSSET**

**FALAISE**

**Marc GAHERY et Jean-Christophe CAMAX**

**LISIEUX**

**Roselyne DORE-TARIEL**

**TP LIVAROT**

**Brigide GUYON**

**PONT L'EVEQUE**

**Michèle HUET**

**TROUVILLE sur MER**

**Claude JOUVIN FEAUVEAU**

**TP THURY HARCOURT**

**Ludovic PIQUOT**

**VIRE Castel**

**Antoinette LABBE, Christine GILL**

MEMBRES DU BUREAU

**Jean-Christophe CAMAX, Secrétaire de section, ,Chantal LEPOULTIER Secrétaire Adjointe,  
Brigide GUYON, Secrétaire adjointe et coordinatrice CAP, Christine CAILLEBOTTE  
Secrétaire adjointe et Agnès BRAUNHAUSEN, Secrétaire adjointe**

**Fanny LOISEL, Trésorière , Véronique CUSSET Trésorière adjointe, Carine TREFEU  
Trésorière adjointe.**

**Annie BINARD, Anne COLIN, Marc GAHERY, Philippe LAROCHE, Antoinette LABBE,  
Laurence HERSENT, Ludovic PIQUOU, Céline KAWA**

TOUTE UNE EQUIPE A VOTRE SERVICE